

## Québec

### PRÊT POUR LE DÉCOLLAGE

- Nous nous attendons à ce que la croissance économique du Québec soit l'une des plus solides parmi toutes les provinces cette année.
- Nous prévoyons que cette province profitera de la très vigoureuse croissance américaine, de la troisième vague relativement modérée et du niveau élevé des mesures de relance budgétaire du gouvernement provincial.

Après avoir comptabilisé, en chiffres absolus et par habitant, le plus grand nombre de cas de contamination par la COVID-19 au Canada en 2020 et au début de 2021, le Québec a connu une troisième vague relativement modérée par rapport aux autres provinces, de même que comparativement à ses propres vagues précédentes. Au moment d'écrire ces lignes, le taux d'infection de la province était le plus faible hors de la région de l'Atlantique, ce qui a permis au gouvernement d'imposer des restrictions relativement modestes et de relancer ses activités avant bien d'autres provinces, ce qui semble déjà donner lieu à une activité économique plus vigoureuse au Québec que presque partout ailleurs. Les gains réalisés jusqu'à maintenant dans l'emploi à temps plein, dans les heures de travail et dans les traitements et salaires de la Belle Province, tout autant que la croissance du PIB réel dans les deux premiers mois de l'année surpassent les progrès accomplis dans l'ensemble du pays.

De concert avec la poussée inscrite par cette province en 2021, nous croyons que le Québec est désormais appelé à connaître, cette année, la croissance la plus forte parmi toutes les provinces canadiennes. Nous nous attendons désormais à ce que la croissance du Québec soit supérieure à la moyenne nationale au premier comme au deuxième trimestres de l'année, alors que le Canada connaîtra probablement un ralentissement au deuxième trimestre, à cause du poids des restrictions de la troisième vague. Grâce aux solides gains auxquels nous nous attendons au premier trimestre et à la progression astronomique de 60 % (sur un trimestre en chiffres annualisés) au T3 l'an dernier, il se pourrait que la croissance du Québec surpasse la moyenne nationale dans trois des quatre derniers trimestres.

Les révisions à la hausse apportées à nos prévisions pour les États-Unis apportent elles aussi un concours positif à nos projections sur les exportations du Québec; à notre avis, ces vastes répercussions de la demande devraient l'emporter sur les baisses potentielles en raison des politiques du programme « Buy American ». Plus précisément le profil exportateur du Québec est orienté vers la production de métaux — surtout l'aluminium et le minerai de fer — et des produits forestiers, qui paraissent tous deux profiter des prix exceptionnellement vigoureux et de la demande du secteur industriel, ainsi que de la construction domiciliaire. L'aérospatiale — premier exportateur de la province — a accusé un dur coup l'an dernier quand le trafic aérien mondial a plongé; elle a toutefois repris du mieux en avril.

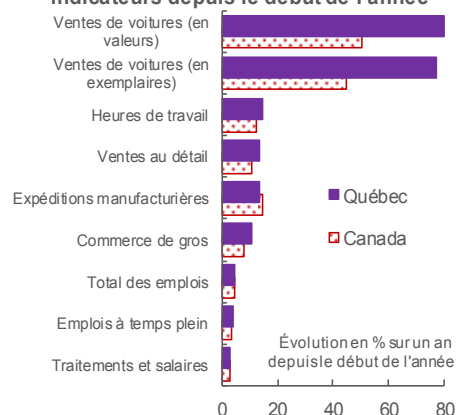
Le budget 2021 du Québec a mis en lumière le choc de la COVID-19 sur la situation budgétaire de cette province et l'impact potentiel massif, sur la croissance, de la politique budgétaire provinciale sur l'horizon prévisionnel. Nous vous invitons à prendre connaissance de notre analyse complète en cliquant sur [ce lien](#). En part de PIB, les soldes budgétaires projetés et l'endettement net du Québec se rapprochent de l'extrémité supérieure du spectre provincial. Or, le gouvernement cible avec circonspection une baisse du ratio de la dette sur le PIB au-delà de cet exercice budgétaire. Le gouvernement provincial entend aussi hausser ses dépenses en immobilisations dans le cadre du Plan québécois des infrastructures jusqu'à la fin de l'EF 2024; les hausses projetées s'établissent à 10 % dans cet exercice budgétaire et à 19 % dans l'EF 2023, ce qui représente des dépenses totales de plus de 3 % du PIB sur les deux exercices.

### RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste principal  
 416.866.4733  
 Études économiques de la Banque Scotia  
[marc.desormeaux@scotiabank.com](mailto:marc.desormeaux@scotiabank.com)

Grands indicateurs économiques			
évolution annuelle en %, sauf indication contraire			
	20E	21P	22P
PIB réel	-5,3	6,9	3,8
PIB nominal	-4,0	12,2	6,0
Emploi	-4,8	4,3	3,2
Taux de chômage, en %	8,9	6,3	4,9
Mises en chantier de logements, en milliers	53	71	53
IPC total	0,8	3,0	2,6

### La croissance du Québec supérieure à la moyenne nationale pour la plupart des indicateurs depuis le début de l'année



Sources des tableaux et du graphique : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL, ACI et Industrie Canada.

**Tableau des prévisions provinciales : synthèse**

Les provinces	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel*	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2010-19	2.2	1.0	2.3	1.1	0.7	1.9	2.3	2.1	2.2	2.6	2.8
2019	1.9	4.0	5.1	2.4	1.2	2.7	2.1	0.6	-0.7	0.1	2.7
2020e	-5.3	-5.3	-3.0	-3.2	-3.7	-5.3	-5.8	-4.8	-5.2	-8.2	-3.8
2021p	6.1	3.8	5.0	5.2	5.4	6.9	5.8	5.7	5.5	6.2	6.4
2022p	4.0	2.5	3.2	3.4	3.3	3.8	4.3	3.5	3.6	4.2	4.4
<b>Emploi</b>											
2010-19	1.3	0.6	1.5	0.3	0.0	1.2	1.4	0.9	0.8	1.2	2.0
2019	2.2	1.1	3.3	2.3	0.8	2.0	2.8	1.0	1.9	0.7	3.0
2020	-5.1	-5.7	-3.2	-4.7	-2.6	-4.8	-4.8	-3.7	-4.7	-6.6	-6.6
2021p	4.1	3.4	3.3	4.7	4.1	4.3	3.7	3.7	3.3	4.4	5.3
2022p	3.3	1.3	2.5	2.6	2.3	3.2	3.6	3.0	2.9	3.7	3.4
<b>Taux de chômage (%)</b>											
2010-19	6.9	13.3	10.6	8.7	9.4	7.1	7.0	5.6	5.3	6.2	6.1
2019	5.7	12.3	8.7	7.4	8.1	5.1	5.6	5.3	5.6	7.0	4.7
2020	9.6	14.1	10.4	9.8	10.0	8.9	9.6	8.0	8.4	11.4	8.9
2021p	7.6	12.5	8.3	7.9	8.2	6.3	8.1	6.3	6.2	9.2	6.7
2022p	5.8	12.1	7.4	6.9	7.3	4.9	6.0	4.9	4.9	7.0	4.9
<b>Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)</b>											
2010-19	1,818	33	7	51	41	432	715	55	53	237	194
2019	1,914	34	8	53	41	454	789	53	46	227	214
2020	1,564	28	7	44	34	376	612	46	40	186	180
2021p	1,750	32	9	50	40	425	673	52	45	216	208
2022p	1,973	34	9	55	44	480	764	56	50	244	235
<b>Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)</b>											
2019**	-39,400	-1,383	22	3	49	4	-8,672	5	-319	-12,152	-321
2020	-354,200	-1,644	-120	-706	-13	-6,240	-38,468	-2,080	-1,865	-20,192	-8,144
2021p	-154,700	-826	-112	-585	-245	-12,250	-33,100	-1,597	-2,611	-18,221	-9,698
2022p	-59,700	-587	-46	-218	-296	-8,500	-27,700	-374	-1,685	-10,982	-5,484

\* D'après les estimations préliminaires du PIB réel par secteur pour l'ensemble des provinces, à l'exception du Québec et de l'Ontario.

\*\* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2019 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique.

Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires; chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations et de la réserve de stabilisation.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

**Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.**

<sup>MD</sup> Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont

Scotiabank Europe plc; Scotiabank (Ireland) Designated Activity Company; Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., Grupo Financiero Scotiabank Inverlat, Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V., de Grupo Financiero Scotiabank Inverlat et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.